

## Compte rendu

Rencontre-débat organisée par FARM le 14 mai 2009 après la sortie du livre de **Sylvie Brunel** (de géographie à la Sorbonne) « **Nourrir le monde, vaincre la faim** » aux éditions Larousse.

A partir d'une première contribution de CR de Philippe Texier, IG au CGAAER

L'exposé introductif, courageux et engagé, a cherché en particulier à dépasser une vision « afro-pessimiste » et a permis de souligner de nombreuses idées fausses ou toutes faites sur l'Afrique, la crise alimentaire et la faim et de dénoncer certaines tendances actuelles, du développement du business ONG volontariste à l'hypocrisie de certains plans de relance. L'exposé de FARM a, quant à lui, montré les difficultés de tripler la production en Afrique, continent qui, face à des surfaces insuffisantes, pose des questions d'intensification de l'usage des sols et de l'eau. La question de la difficile transmission des prix internationaux et de la forte volatilité intérieure pose également la question des instruments à mettre en œuvre pour assurer des prix suffisamment incitatifs et réguliers aux paysans sans pénaliser une majorité de consommateurs.

Sylvie Brunel s'est tout d'abord attachée à éclairer certaines idées fausses souvent colportées dans l'analyse habituelle de la crise alimentaire :

- une vision auto-consommatrice des cultures vivrières faisant condamner les cultures dites commerciales ("les africains n'ont pas que des besoins physiologiques", ils doivent aussi vendre leurs produits pour envoyer leurs enfants à l'école, investir sur leur exploitation...);
- une vision catastrophique de la situation alimentaire ne distinguant pas malnutrition et famine et se focalisant sur des questions de productions et disponibilités au lieu de réfléchir en terme d'accessibilité qui renvoient notamment à des questions de pauvreté et de revenus agricoles, parfois mis à mal par une aide alimentaire délétère ne prêtant pas attention aux productions locales ;
- une vision pessimiste de la production agricole africaine qui a augmenté via les surfaces cultivées sans une intensification (pas forcément recherchée dans un contexte de main d'œuvre et de capital limitée). Cette trajectoire se heurte maintenant aux enjeux du foncier et de la disponibilité en eau ;
- une condamnation sans nuance des biocarburants, de l'agroindustrie et des OGM alors que dans certains cas on peut en avoir besoin (notamment changement climatique) et que les enjeux majeurs concernent surtout la mainmise d'oligopoles d'entreprises internationales sur ces marchés.

Par ailleurs, l'auteur a dénoncé :

- l'expansion des ONG dû à la baisse des aides publiques et au désengagement des Etats et la création d'une véritable « industrie de la famine » -(les aides qui n'atteignent pas le terrain ou qui sont captées par des "groupements minute") ;
- les politiques de bas prix agricoles en faveur des urbains ;
- les recettes universelles toutes faites de type agriculture biologique ; elle a plaidé pour dépasser le dualisme approche écologique/ approche productiviste et pour ne pas multiplier des aires protégées en vue de garder une "Afrique de Tarzan") ;
- le manque d'appui de certains Etats africains qui préfèrent allouer des milliers d'hectares à des entreprises privées ou importer plutôt que de soutenir leur agriculture familiale dans une lecture fautive d'une sécurité alimentaire dépendant davantage de production que de revenus.

FARM a ensuite présenté la difficulté de tripler la production agricole en Afrique de l'Ouest en soulignant que l'extension des surfaces serait insuffisante (et pose d'autres problèmes). Cela pose des questions d'intensification de la productivité de la terre, limitée notamment par des questions de sécurisation de la ressource en eau. Farm a également présenté quelques résultats de l'étude CIRAD sur la transmission des prix internationaux au niveau local. Cette étude montre la complexité du problème de la répercussion des hausses de prix au producteur, une hausse de prix aux frontières n'étant pas toujours transmise et la volatilité intérieure étant souvent supérieure à la volatilité internationale.

Les discussions qui ont suivi ont porté sur différentes voies possibles de développement :

- rôle de l'éducation, formation, organisation des producteurs
- importance de l'adaptation au changement climatique et de la lutte contre la désertification
- importance de politiques incitatives des Etats qui passent notamment par des instruments aux frontières (le tarif extérieur commun faisant toujours débat au sein de la CEDEAO)
- une intervention a également rappelé l'évolution agricole de l'ensemble des pays de l'OCDE qui a inclus diminution des prix, augmentation des surfaces par actif et diminution des actifs : on ne doit donc pas seulement penser en termes d'augmentation de la productivité mais aussi d'augmentation des surfaces par actifs nécessaire pour atteindre des revenus suffisants. Ceci suppose de s'intéresser aux opportunités de revenus agricoles en milieu rural, à la fois pour ceux « sortant » de l'agriculture ou pour ceux ayant des surfaces plus faibles
- importance de l'accès au financement pour les producteurs qui ont un très faible accès aux banques même agricoles à cause des risques induits (agronomiques et économiques), de taux élevés face à la faible rentabilité et de manque de garanties
- importance des questions de commercialisation et qualité des produits.